Droit de l'homme EPU
Royaume de Danemark

Qatar

I Résumé des débats au titre de l'Examen

A) Exposé de l'état examiné

La situation des droits de l'homme au Qatar est une préoccupation importante de plusieurs ONG, bien que des améliorations significatives aient été enregistrées depuis que Sheikh Hamad s'est emparé du pouvoir, au milieu des années 1990.

-droit à la santé : en mars, le gouvernement a adopté une série de mesures pour endiguer la propagation du COVID-19, telles que la gratuité des soins de santé, et a accordé une aide financière aux entreprises

- L'ONG de défense des droits de l'Homme, Amnesty International, exhorte le Qatar à cesser les abus contre les travailleurs immigrés, dont beaucoup ont construit les grands chantiers du Mondial-2022, dans un communiqué publié mardi 16 novembre.

-Pour ce qui est du droit à la nationalité, le Qatar veille particulièrement à ne pas permettre aux travailleurs immigrés d'obtenir la nationalité qatarienne.

-Le gouvernement a encore renforcé les restrictions à l'exercice de la liberté d'expression

-Les droits des femmes restraint (difficulté d'obtenir le divorce, besoin de la permission du tuteur masculin pour une femme agé de moins de 25ans pour effectuer certaines activité…)

-peine de mort : reprise des executions en avril

-femmes migrantes employés de maisons

Questions :

- **Quelles sont les solutions prises par le Qatar pour les droits des femmes ?**

B) Dialogue et réponse de l'état examiné

-De nouvelles lois apportant une meilleure protection juridique aux travailleuses et travailleurs migrants ont été adoptées

-L'ONG, HRW souligne que les Qataries sont parvenues à «briser des barrières et à accomplir des progrès importants», évoquant le nombre de diplômées supérieur à celui des hommes et la proportion élevée de femmes médecins et avocates.

-le Qatar est connu pour être le premier pays des Etats arabes du Golfe persique à donner aux femmes le droit de vote.

II Conclusions et/ou recommandations

- Cesser les abus contre les travailleurs immigrés dans le cadre de la construction des grands chantiers du mondial-2022, comme a exprimé Amnesty International, l'ONG de défense des droits de l'homme

- Assurer le respect de la loi de 2017 sur les employés de maison

- Ratifier le Pacte International relatif aux droits civils et politiques

- Envisager d'adhérer à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles